

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

### **Un important regroupement d'organismes inquiet des répercussions du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP)**

(Montréal, le 16 août 2007) À l'aube de l'ouverture du Sommet de Montebello, réunissant les chefs d'État du Mexique, des États-Unis et du Canada, un important regroupement d'organismes sociaux, populaires et syndicaux, composé du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), du Collectif Échec à la guerre, d'Amnistie internationale, du Forum social québécois (FSQ) et du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), demande aux gouvernements qu'ils fassent preuve de transparence et lance un appel à la population afin qu'elle soit vigilante quant aux conséquences du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP).

Le processus même du PSP est vicié au départ. Ses promoteurs prétendent qu'il n'a pas à être soumis aux parlementaires ni au débat public parce que ce n'est qu'un « partenariat », pas un traité dûment signé et parce qu'il s'agirait de discussions essentiellement techniques. Or, ce sont bien plus que de peccadilles dont il est question, l'avenir énergétique de l'Amérique du Nord étant, entre autres, en discussion. L'harmonisation des règles et des normes canadiennes sur celles des États-Unis n'augure rien de bon, au point où le pouvoir souverain de l'État de définir ses propres politiques publiques est remis en question à travers le PSP. Enfin, « il est carrément antidémocratique que seuls les milieux d'affaires aient leur mot à dire et aient un accès direct aux responsables politiques sur les questions de sécurité et de prospérité » a déclaré Normand Pépin, le porte-parole du RQIC.

Personne ne peut être contre la sécurité ou contre la prospérité. Les questions que se pose Amnistie internationale, sont quelle sécurité et une prospérité pour qui ? Malheureusement, il semble que la vision des trois chefs d'État qui vont se réunir à Montebello ne soit pas celle d'un partenariat dans le but d'accroître le respect de l'ensemble des droits humains de tous. Pour le moment, les mesures anti-terroristes et de sécurité mènent à la détention arbitraire, à la discrimination et à la torture. Le développement économique laisse des millions de personnes dans une pauvreté abjecte. N'est-ce pas plutôt au niveau du respect des droits humains que les gouvernements des trois États devraient être conseillés ?

Sous prétexte de "sécurité", le PSP nous entraîne sur la voie de la guerre et du militarisme. Sa signature, en 2005, a coïncidé avec l'annonce de la plus importante augmentation du budget militaire canadien depuis la Deuxième Guerre Mondiale : 12,8 milliards sur cinq ans, sur laquelle le gouvernement Harper a ensuite surenchéri de 5,3 milliards. L'adoption de l'approche "3D", subordonnant la diplomatie et le développement à la "défense", et l'annonce du déplacement de la mission militaire canadienne en Afghanistan de Kaboul à Kandahar remonte aussi à cette période. Selon Raymond Legault, du Collectif Échec à la guerre, « ce virage résolument militariste de la politique étrangère s'accompagne d'une intégration plus poussée de l'armée canadienne à celle des États-Unis qui s'effectue également à notre insu ».

Alors qu'il est minuit moins une en termes de protection de l'environnement, le Partenariat nord-américain proposé va à l'encontre de tout principe de précaution, de réduction des gaz à effet de serre et de sauvegarde des ressources naturelles. Le PSP qui vise à élargir le traité de l'ALÉNA ne créera pas plus de prospérité mais plutôt un appauvrissement environnemental. « Dans la disparité des forces en présence, le Canada et les provinces seront contraints de plus en plus d'exporter leurs ressources naturelles, en laissant la facture environnementale aux générations futures », s'indigne Gabrielle Pelletier, présidente du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE).

« Le PSP incarne tout ce contre quoi s'est construit et mobilisé la mouvance altermondialiste » a affirmé Raphaël Canet, membre du secrétariat du Forum social québécois. Il met en évidence le déficit démocratique de nos modes de fonctionnement politique où les élites économique et politique négocient en secret, en dehors de tout débat public, alors que l'ensemble de la population est tenu à l'écart. Pourquoi ériger des barrières et des périmètres de sécurité si le PSP est censé faire le bonheur de tous ? « Il faut au contraire ouvrir un débat public, ouvert et participatif, sur le projet d'intégration continentale que nous voulons, comprendre les enjeux du PSP et ses effets sur les populations. Les décisions qui seront prises à Montebello nous concernent toutes et tous et si nous vivons réellement en démocratie, nous ne pouvons en être exclus ».

-- 30 --

Pour renseignements :

- Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) : Normand Pépin : 514-217-6529 ou 514-899-1070
- Amnistie internationale section canadienne-francophone : Anne Sainte-Marie : 514-766-9766 poste 230
- Collectif échec à la guerre : Raymond Legault : 450-736-4455
- Réseau québécois des groupes écologistes : Gabrielle Pelletier : 450-441-4758 ou 514-817-6604
- Forum social québécois : Raphaël Canet : 514 883-9594 ou 514 982-0533, Nathalie Guay : 514-655-6651 [www.forumsocialquebecois.org](http://www.forumsocialquebecois.org)